

**N° DP 24/236**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN RELATIVE AU KIOSQUE N° 7 PARC DE LA NAVALE - COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'appel à candidature du 17 octobre 2023 relatif à l'occupation aux fins d'exploitation commerciale du kiosque n°7 et d'un emplacement d'environ 150 m<sup>2</sup> à destination de terrasse situé dans le Parc de La Navale à La Seyne-sur-Mer,

**VU** le procès-verbal d'ouverture des plis du 4 janvier 2024,

**VU** l'arrêté du Président n°AP 24/2 en date du 31 janvier 2024 portant composition de la commission d'attribution pour l'occupation aux fins d'exploitation commerciale dudit kiosque et son procès-verbal du 12 février 2024,

**VU** le projet de convention ci-annexé,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a souhaité mettre à disposition un kiosque d'une surface hors œuvre de 25 m<sup>2</sup> (surface utile : 21,75 m<sup>2</sup>) et un emplacement d'environ 150 m<sup>2</sup> à destination de terrasse, situé Parc de La Navale à La Seyne-sur-Mer, destiné à une activité de de vente de petite restauration type tapas, planches de fromages et/ou de charcuteries, bar à vin et de boissons chaudes ou froides (y compris alcool, sous réserve de l'obtention de la licence adéquate),

**CONSIDERANT** que les occupations du domaine public permettant une exploitation économique doivent faire l'objet d'une procédure de mise en concurrence,

**CONSIDERANT** que dans ce cadre, un appel à candidature relatif à l'occupation temporaire et l'exploitation économique du kiosque n°7 et d'un emplacement d'environ 150 m<sup>2</sup> à destination de terrasse, situé Parc de La Navale à La Seyne-sur-Mer, a été publié sur le site internet de la Métropole TPM le 17 octobre 2023 et sur Var Matin le 20 octobre 2023,

**CONSIDERANT** que deux candidatures ont été reçues, conformément au procès-verbal d'ouverture des plis du 4 janvier 2024, et complétées dans les délais impartis,

**CONSIDERANT** que par procès-verbal en date du 12 février 2024, la commission d'attribution de la convention d'occupation temporaire du kiosque n°7 et d'un emplacement d'environ 150 m<sup>2</sup> à destination de terrasse, situé Parc de La Navale à La Seyne-sur-Mer, destiné à une activité de de vente de petite restauration type tapas, planches de fromages et/ou de charcuteries, bar à vin et de boissons chaudes ou froides (y compris alcool, sous réserve de l'obtention de la licence adéquate), a proposé de retenir la candidature de Madame Letteria D'ALI au regard d'une plus grande variété de produits, de plages d'ouverture plus étendues et de la viabilité de l'offre plus cohérente,

**CONSIDERANT** que la mise à disposition porte uniquement sur le droit d'occuper le kiosque n°7 et un emplacement d'environ 150 m<sup>2</sup> à destination de terrasse à des fins d'activité de vente de petite restauration type tapas, planches de fromages et/ou de charcuteries, bar à vin et de boissons chaudes ou froides (y compris alcool, sous réserve de l'obtention de la licence adéquate), pour une durée de 8 années, moyennant une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 3 600 € TTC par an, soumise à indexation annuelle,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** la convention de mise à disposition du kiosque n°7 et d'un emplacement d'environ 150 m<sup>2</sup> à destination de terrasse, situé Parc de La Navale à La Seyne-sur-Mer, destiné à l'exercice d'une activité de vente de petite restauration type tapas, planches de fromages et/ou de charcuteries, bar à vin et de boissons chaudes ou froides (y compris alcool, sous réserve de l'obtention de la licence adéquate) au profit de Madame Letteria D'ALI, pour une durée de 8 années, moyennant une redevance d'occupation de 3 600 € TTC par an.

### **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que les recettes seront imputées au Budget principal, section de fonctionnement, chapitre n°70, article n°70323, opération n°60407, service foncier.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **26 MAR. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



3 8 MAR 2014

**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU  
DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN  
CONSENTIE A MADAME LETTERIA D'ALI  
RELATIVE AU KIOSQUE N° 7  
PARC DE LA NAVALE  
COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER**

**Entre**

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, ayant son siège à Toulon, 107, bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Jean Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n°

Ci-après dénommée « la Métropole »,

**D'une part**

**ET**

**Madame Letteria D'ALI**, domiciliée à La Valette-du-Var (83160), 64 avenue de la 1<sup>ère</sup> Division Française Libre, Résidence La Desirade bâtiment B, sous l'enseigne « La Siciliana », et immatriculée sous le numéro SIRET 985 301 472 00017,

Ci-après dénommée « l'occupant », ou le « bénéficiaire »,

**D'autre part**

## **EXPOSE PRÉALABLE**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a souhaité mettre à disposition le kiosque n° 7, situé à La Seyne-sur-Mer (83500), Parc de la Navale, en vue d'y exercer une activité de petite restauration type tapas, planches de fromages et/ou de charcuteries, fruits de mer, bar à vin, ... et de boissons chaudes ou froides (y compris alcool, sous réserve de l'obtention de la licence adéquate).

Conformément aux dispositions des articles L 2122-1-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la Métropole a lancé une procédure d'appel à candidatures par la publication d'un avis sur le site internet de la Métropole Toulon Provence Méditerranée le 17 octobre 2023 et d'une parution sur Var Matin 20 octobre 2023, sachant que la date limite de réception des offres était fixée au 11 décembre 2023. L'ouverture des plis s'est déroulée le 4 janvier 2024.

Après analyse des candidatures, la Commission d'attribution de l'autorisation d'occupation du kiosque n°7 situé Parc de la Navale sur la commune de la Seyne-sur-Mer, réunie le 12 février 2024, a décidé de retenir la candidature de Madame Letteria D'ALI au regard d'une plus grande variété de produits, de plages d'ouverture plus étendues et de la viabilité de l'offre plus cohérente.

**Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 – OBJET**

Madame Letteria D'ALI, domiciliée à La Valette-du-Var (83160), 64 avenue de la 1<sup>ère</sup> Division Française Libre, Résidence La Desirade bâtiment B, sous l'enseigne « La Siciliana », est autorisée, en vue d'y exercer l'activité de vente de petite restauration type tapas, planches de fromages et/ou de charcuteries, bar à vin, ... et de boissons chaudes ou froides (y compris alcool, sous réserve de l'obtention de la licence adéquate) :

- Le kiosque n° 7 d'une surface hors œuvre de 25 m<sup>2</sup> (surface utile : 21,75 m<sup>2</sup>), avec hauteur sous plafond de 3,80 mètres, en l'état brut de béton seulement équipé de volets roulants métalliques sur la devanture et d'un raccordement en eau et en électricité,
- Un emplacement d'environ 150 m<sup>2</sup> à destination de terrasse est également mis à disposition de l'occupant. L'emplacement sera à définir en concertation avec l'antenne métropolitaine de La Seyne-sur-Mer, en fonction des événements du parc organisés tout au long de l'année.

Cette occupation, conférée à titre personnel, ne saurait être modifiée (par adjonction, substitution ou autre) sans accord exprès, écrit, de la Métropole.

### **ARTICLE 2 – DURÉE**

La présente convention est consentie pour une durée de **huit (8) ans** à compter de la notification, compte tenu des aménagements à effectuer sur le kiosque.

La présente convention, de caractère précaire et révocable, ne saurait faire l'objet d'aucun renouvellement systématique, y compris par tacite reconduction.

### **ARTICLE 3 – CLAUSES FINANCIERES**

#### **Redevance d'occupation :**

L'Occupant versera une redevance annuelle, hors charges locatives, payable d'avance, conformément à la proposition présentée dans son dossier de candidature.

Le montant initial de la redevance est fixé à **trois mille six cents euros TTC (3 600 € TTC) par an**.

Elle sera révisée automatiquement à la date anniversaire de la convention, chaque année et pour la première fois en 2025 en fonction des variations subies par l'Indice INSEE du Coût de la Construction (ICC) avec pour référence l'ICC du 3<sup>ème</sup> trimestre 2023 (2106), selon la formule :

$$R(n) = R \times (I(n) / I)$$

R(n) = redevance de l'année en cours

R = redevance initiale (3600 € TTC)

I(n) = indice ICC du 3<sup>ème</sup> trimestre de l'année précédente

I = indice ICC du 3<sup>ème</sup> trimestre 2023 (2106)

Pour la dernière année, la redevance sera calculée au prorata-temporis du temps d'occupation.

#### **Dépôt de garantie :**

Il est demandé le versement d'un dépôt de garantie correspondant à un trimestre de redevances soit **neuf cents euros TTC (900 € TTC)**.

Cette somme, non productive d'intérêts, ne sera remboursée à la fin de la mise à disposition qu'après établissement d'un constat contradictoire d'état des lieux réunissant les parties et exécution éventuelle des travaux de remise en état à la charge de l'occupant.

La Métropole pourra se substituer au titulaire défaillant pour l'exécution desdits travaux et en retenir le coût sur le dépôt de garantie, après mise en demeure restée totalement ou partiellement infructueuse pendant 15 jours.

#### **Charges locatives :**

L'occupant fera son affaire personnelle de la souscription des contrats (raccordement, abonnement, consommation) d'électricité, d'eau, de téléphone et de maintenance des équipements nécessaires au bon fonctionnement du kiosque.

Il fera également son affaire personnelle du nettoyage des locaux mis à sa disposition.

## Impôts

L'Occupant devra seul supporter la charge de tous impôts et notamment la taxe foncière et d'enlèvement des ordures ménagères auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis terrains, aménagements ou installations quelles qu'en soient la nature ou l'importance et qui seraient exploités en vertu de la présente convention.

## Modalités de règlement :

Le bénéficiaire acquittera cette redevance auprès de la Trésorerie municipale de Toulon, à réception l'avis des sommes à payer. Les chèques devront être libellés à l'ordre du Trésor Public.

En cas de paiement par virement bancaire il faudra indiquer l'intitulé suivant suivi du numéro de titre : « **MTPM RODP D'ALI** ».

En cas de retard dans le paiement de la redevance échue, elle portera intérêt de plein droit au taux légal de droit commun sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard : les fractions du mois seront négligées dans le calcul de ces intérêts.

## **ARTICLE 4 – CARACTERE PERSONNEL ET INCESSIBLE**

La présente convention est consentie à titre strictement personnel et sans constitution de droits réels. Elle ne saurait être cédée, louée ou déléguée, à titre gratuit ou payant. Elle fera l'objet d'une occupation et d'une utilisation directe, sans discontinuité, au nom du bénéficiaire et d'une remise en état des lieux au départ de l'occupant, dans les conditions fixées aux articles suivants.

Cette convention ne dispense pas son bénéficiaire du respect des lois ou règlements d'urbanisme, notamment en matière de délivrance de permis de construire, de déclaration préalable ou d'autorisation de travaux.

L'emplacement, objet de la présente convention, fait partie intégrante du domaine public. A ce titre, le bénéficiaire ne pourra en aucun cas :

- se prévaloir de la propriété commerciale,
- mettre en gérance ou sous-louer l'emplacement,
- se prévaloir des dispositions des articles L. 145-1 à L.145-60 du Code de commerce.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **ARTICLE 5 – CONDITIONS D'OCCUPATION**

L'Occupant **est tenu d'exploiter** les espaces mis à sa **disposition à l'année** et lors de tous les **événements organisés dans le parc de la Navale**.

Il s'engage à respecter les éléments indiqués dans sa candidature, notamment **les horaires d'ouverture, les produits proposés ainsi que la gamme tarifaire** (cf. annexes 3 et 4).



Compte tenu de la durée de la convention, le Bénéficiaire pourra proposer des ajustements, notamment sur les horaires d'ouverture, qui seront soumis à l'approbation expresse de la Métropole.

Le Bénéficiaire s'engage :

- à occuper les lieux conformément aux lois et règlements relatifs à son activité,
- à respecter les dispositions du règlement du Parc de la Navale, et notamment, les horaires d'ouverture et de fermeture du parc devront être respectées (cf. annexe 2)
- à maintenir la parcelle, ses abords et installations en parfait état de propreté et d'entretien,
- à ne procéder à aucune extension sous peine de poursuite pour occupation sans titre du domaine public,
- à se conformer à toutes les prescriptions générales et particulières données par les agents de Toulon Provence Méditerranée,
- à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne l'hygiène, la salubrité, la police, la sécurité et la tranquillité publique, et le cas échéant le code du travail,
- à respecter l'objet de l'occupation telle que déclarée et mentionnée à la présente convention, et dans des conditions de nature à ne troubler ni l'ordre public, ni la quiétude des habitants du voisinage,
- à être régulièrement inscrit au registre du commerce ou des métiers pour l'activité qu'il exerce et à respecter la réglementation en vigueur notamment en matière d'hygiène alimentaire et de normes sanitaires,

Les appareils fonctionnant au gaz sont strictement interdits.

Les infrastructures de vente devront obligatoirement permettre de protéger les denrées alimentaires et garantir la chaîne du froid et/ou du chaud.

Aucun dépôt de quelque nature que ce soit ne sera autorisé à l'extérieur du kiosque, tels que casiers à bouteilles, coffres de rangement, véhicules légers, container à ordures.

L'occupant ne pourra en aucun cas stationner son véhicule personnel ou de livraison à proximité du kiosque. Il devra utiliser les aires de stationnement et/ou de livraison disponibles à l'extérieur du parc.

L'emplacement et ses abords resteront dans un état de parfaite propreté en tout temps. A cet effet, l'occupant prendra en charge le stockage et l'élimination des déchets.

## **ARTICLE 6 – JOUISSANCE DES LIEUX ET ETAT DES LIEUX**

### **6-1 : Jouissance des lieux**

L'Occupant prendra les lieux, installations, dépendances dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée dans les lieux.

Il ne sera pas admis à réclamer des indemnités quelconques, sous quelque prétexte que ce soit (erreurs, omission, défaut de désignation, vice caché, mauvais état du sol,

sous-sol...). Il ne devra ni modifier la distribution des lieux, ni effectuer ou autoriser construction ou démolition, ni percer des murs ou cloisons sans autorisation préalable et écrite de la Métropole.

L'Occupant et ses entrepreneurs seront tenus de respecter les consignes qui leur seront données par les services compétents de la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour le fonctionnement des chantiers et le respect des règles de sécurité.

## **6-2 : Etat des lieux**

Avant l'entrée en jouissance, il sera établi un procès-verbal constatant l'état des lieux ainsi que le détail des biens meubles et immeubles, assorti d'un inventaire de ces biens. Contresignés par les deux parties, ces documents seront annexés à la présente convention.

En outre, en fin de travaux, sera établi un constat de réalisation des travaux fait contradictoirement entre l'Occupant et la Métropole qui devra être réalisé au plus tard 6 mois après la prise de possession du kiosque par l'occupant.

Après toute modification des lieux et biens meubles ou immeubles intervenant après l'entrée en jouissance par l'Occupant, par changement, adjonction, suppression, un état des lieux et inventaire complémentaires seront établis.

En fin d'occupation, un procès-verbal de constat d'état des lieux sera dressé de manière contradictoire. La comparaison des états des lieux initiaux, complémentaires et de départ servira de base à la détermination et au coût des travaux de réfection qui seront à la charge de l'Occupant, chaque fois que les dégradations ne résulteront pas de la vétusté ou de l'utilisation normale des lieux.

## **ARTICLE 7 – AMENAGEMENT**

Le kiosque brut de béton est mis à disposition en l'état. L'occupant s'engage à réaliser à sa charge tous les travaux nécessités par l'exploitation du kiosque conformément à la réglementation en vigueur, notamment au regard des règles d'urbanisme, de sécurité et d'hygiène, y compris en cas d'évolution de la législation applicable et les travaux requis par l'administration.

L'Occupant exécutera lui-même ou fera exécuter, sous sa seule responsabilité, par l'entreprise de son choix et à ses frais, les travaux correspondant au projet présenté dans sa candidature et ayant reçu les autorisations préalables de la Métropole.

L'occupant réalisera, à ses frais et sous sa responsabilité exclusive, les aménagements correspondant au projet présenté dans sa candidature.

L'Occupant aura l'obligation d'installer des sanitaires (toilettes et lave-mains isolés matériellement) à l'intérieur du kiosque et conformes aux exigences réglementaires applicables à son activité.

L'occupant a l'obligation de s'équiper d'un bac à graisse. En effet, il est formellement interdit de jeter les huiles ou autres dans les canalisations du kiosque et des toilettes.

Le Service Hygiène de la Ville aura un pouvoir de contrôle et pourra si nécessaire, dresser les procès-verbaux correspondants.

L'occupant aura la charge de l'entretien préventif et curatif du bac à graisse du kiosque qui consiste en un curage, un nettoyage, une vidange ainsi qu'une remise en eau claire du bac étant entendu que cette opération, à titre préventif est à réaliser 3 fois par an au minimum.

Le schéma d'aménagement intérieur de la cuisine sera soumis à l'approbation du Service Hygiène de la Ville.

Il est ici précisé que le titulaire devra maintenir et/ou installer sur cette façade une tablette amovible faisant office de table banque guichet accessible aux personnes à mobilité réduite en sous face à 0,70 m du sol et sur le dessus inférieur ou égale à 0,80 m.

L'occupant devra se rapprocher du Service Publicité pour toute demande d'autorisation relative à l'enseigne du kiosque. Les enseignes sur le kiosque devront respecter les prescriptions du centre ancien.

Il devra veiller à la bonne harmonie du mobilier d'extérieur installé en terrasse avec l'ensemble du parc. Le matériel d'équipement (tables, chaises, parasols) en terrasse devra être de qualité, sobre, élégant.

**En fin de travaux, sera établi un constat de réalisation des travaux fait contradictoirement entre l'Occupant et la Métropole qui devra être réalisé au plus tard 6 mois après la prise de possession du kiosque par l'occupant.**

Les aménagements de toutes natures réalisés dans le kiosque par l'occupant entreront de plein droit dans le patrimoine de la Métropole Toulon Provence Méditerranée. Les biens d'équipement suivants ne pourront en aucun cas être récupérés par l'occupant en fin de convention : installation électrique (compteur électrique, tableau électrique, système d'éclairage, interrupteurs, prises électriques, gaines, fils électriques), installation de plomberie (WC, lave main, lavabo, évier, chauffe-eau, tuyauterie).

## **ARTICLE 8 – TRAVAUX**

La fourniture, la mise en place et le démontage du matériel sont à la charge de l'Occupant qui en aura également l'entretien et en assurera la responsabilité. Il s'oblige à faire procéder à ses frais à tous les contrôles et vérifications, notamment en matière de sécurité des installations, de telle manière que leur utilisation soit compatible avec leur destination définie précédemment.

En dehors des travaux de maintenance ordinaire, l'Occupant ne peut ni procéder à des constructions, installations ou aménagements à caractère immobilier, autres que ceux mentionnés énoncés ci-dessus ni modifier, ni transformer les lieux attribués, sans le consentement préalable et écrit de la Métropole, sans préjudice des autres autorisations éventuellement nécessaires.

Aucune adjonction d'annexe attenante ou non au kiosque n'est autorisée.

Aucun nouveau traitement de façade ne sera admis, la décoloration naturelle du bois est voulue, elle ne devra pas être modifiée.

Toute modification extérieure est prohibée, sauf en cas d'accord écrit de la Métropole TPM. Il est toutefois précisé que le kiosque se situe au sein du périmètre des monuments historiques classés (pont levant) soumis à l'avis des Architectes des Bâtiments de France.

Aucune ouverture ne pourra être réalisée sur la façade Nord-Est de la structure.

## **ARTICLE 9 – ASSURANCES**

L'Occupant fournira dès son **entrée dans les lieux et chaque année, au plus tard le 31 juillet**, les diverses polices d'assurance à jour et la preuve du règlement des primes afférentes.

### **9-1 : Polices d'assurances**

L'Occupant devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques locatifs, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

L'Occupant est tenu d'assurer lui-même directement tous agencements de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses employés ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les locaux, dépendances et terre-pleins attribués.

### **9-2 : Sinistre**

En cas de sinistre, l'Occupant aura l'obligation d'entreprendre sous trois mois après sinistre, réparation des dommages ou reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. Passé ce délai, ou si après avoir entrepris les travaux, l'Occupant ne les poursuit pas avec diligence, la Métropole sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

### **9-3 : Indemnisation**

Sauf manquement à ses obligations contractuelles, la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne pourra en aucun cas être inquiétée au sujet d'un accident ou d'un dommage quelconque survenu au cours de l'occupation accordée par la présente convention.

La Métropole ne pourra en aucun cas et à aucun titre, être tenue pour responsable des dégradations, vols, ou détournements dont l'Occupant pourrait être victime dans les locaux loués.

## **ARTICLE 10 – RESPONSABILITÉ DE L'OCCUPANT**

L'Occupant :

- est responsable civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses agissements. A ce titre, il est tenu de s'assurer au titre de la Responsabilité Civile du propriétaire pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,
- déclare être à jour de ses inscriptions au registre du commerce et de toutes ses déclarations d'employeur,
- est responsable de la totalité des équipements, constructions et occupations diverses installés dans l'emprise du domaine mis à sa disposition. Il est tenu de respecter toutes les réglementations relatives à ces installations.
- déclare expressément renoncer à tout recours de quelque nature que ce soit envers la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

## **ARTICLE 11 – EXECUTION DE TRAVAUX PAR LA METROPOLE**

Dans le cas où des travaux sont décidés, soit pour permettre l'aménagement des abords de l'espace mis à disposition, soit pour tout autre motif d'intérêt général, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se réserve le droit de les faire exécuter si besoin est. Dans ces éventualités, l'Occupant ne peut s'opposer à l'exécution des travaux, ni prétendre à aucune indemnité ni réduction de redevances pour pertes, dommages, troubles de la jouissance, préjudices commerciaux.

## **ARTICLE 12 – RENOUVELLEMENT**

La présente autorisation, **de caractère précaire et révocable**, ne saurait faire l'objet d'aucun renouvellement systématique, y compris par tacite reconduction.

Aucun renouvellement ultérieur ne sera consenti à un Occupant d'une autorisation d'occupation temporaire ayant fait l'objet d'une révocation ou d'une résiliation.

## **ARTICLE 13 – CESSATION**

Toute cessation, ou cession de commerce, devra être signalée à la Métropole Toulon Provence Méditerranée. Le bénéficiaire de la convention sera alors tenu de demander la résiliation de la présente convention. A défaut, il continuera d'être redevable des droits d'occupation.

La cessation de l'occupation implique obligatoirement le rétablissement des lieux en leur état initial après aménagements (cf. article 7) par les soins et aux frais du Bénéficiaire (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage). A défaut d'exécution, la Métropole Toulon Provence Méditerranée est habilitée à se substituer à lui et à ses frais.

1°/ La cessation à l'initiative du bénéficiaire

A la demande du bénéficiaire, la cessation intervient sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception acceptée par la Métropole, sous réserve de respecter un préavis de six mois.

## 2°/ La cessation à l'initiative de la Métropole

La Métropole Toulon Provence Méditerranée peut procéder à la résiliation de la présente convention d'occupation temporaire pour défaut d'exécution des obligations du Bénéficiaire, notamment :

- non-respect ou inobservation des obligations énoncées ci-dessus,
- non-paiement des redevances afférentes à l'occupation du domaine public,
- si le bénéficiaire n'est plus en possession des autorisations réglementaires exigées dans le cadre de son activité,
- est en situation de liquidation judiciaire ou condamnation pénale,
- non réalisation des travaux d'aménagement dans un délai de 6 mois.

Cette résiliation intervient sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception, sans aucune formalité judiciaire, ni indemnité. Elle est immédiate et ne préjuge pas des éventuelles poursuites contentieuses.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée peut procéder à la résiliation de la présente convention d'occupation temporaire pour cause d'intérêt général. Ce retrait intervient sur simple notification par lettre recommandée, avec accusé de réception, sans aucune formalité judiciaire, ni indemnité.

### **ARTICLE 14 – REMISE EN ETAT DES LIEUX – REPRISE DU BIEN**

A l'expiration normale ou anticipée de la convention, les biens appartenant à la Métropole devront être remis gratuitement, en bon état d'entretien.

Il sera de même de tous les aménagements, améliorations et installations pouvant être considérés comme immeubles par destination, faits par l'exploitation dans les conditions prévues au présent contrat et qui reviennent gratuitement à la Métropole.

Les locaux devront être libérés au plus tard, à la date d'expiration du contrat ou de prise d'effet de la résiliation.

### **ARTICLE 15 – RECOURS**

La présente convention peut faire l'objet soit d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

### **ARTICLE 16 – INFORMATIQUE ET LIBERTES**

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées à la Métropole par la présente convention. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole, aux coordonnées précitées.

## **ARTICLE 17 – ANNEXES**

1. Plan de situation
2. Règlement intérieur du Parc
3. Les horaires d'ouvertures
4. Produits proposés et gamme tarifaire

Fait à Toulon, le

Le Président de la Métropole Toulon  
Provence Méditerranée,

Letteria D'ALI

Jean Pierre GIRAN









**Service Voirie - Circulation**

**N° ARR/15/1341**

## **ARRÊTÉ PORTANT SUR LE REGLEMENT INTERIEUR DU PARC DE LA NAVALE**

Nous Marc VUILLEMOT, Maire de la Seyne-sur-Mer

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
 Vu le Règlement Sanitaire Départemental,  
 Vu la Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et pré-enseignes,  
 Vu le Code Pénal,  
 Vu le Code de la Route,  
 Vu l'arrêté préfectoral relatif aux bruits de voisinage du 20 septembre 2002.  
 Vu l'arrêté municipal en date du 13 février 2004 relatif aux bruits de voisinage,  
 Vu notre arrêté du 30 juillet 2008 portant réglementation du Parc de la Navale, et notre arrêté modificatif du 01 décembre 2008,  
 Considérant qu'il convient de porter de nouvelles modifications à ces règlements afin de les adapter aux circonstances actuelles,  
 Attendu qu'il convient de prendre toutes les mesures pour assurer l'ordre public, l'hygiène et la sécurité des personnes et des biens dans le parc public paysager de la Navale sur le site des Anciens Chantiers,

## **ARRÊTONS**

### **CHAPITRE I : Domaine d'application**

**Article 1** : Le présent règlement est applicable dans l'enceinte du Parc de la Navale jouxtant le boulevard Toussaint Merle.

### **CHAPITRE II : Dispositions générales**

**Article 2** : La surveillance du parc est assurée par les agents municipaux rattachés au service de la police municipale ainsi que par un système de vidéo surveillance. Les usagers sont responsables sur le fondement des articles 1382 à 1385 du Code Civil, des dommages de toute nature qu'ils peuvent causer.

**Article 3** : Outre les dispositions du présent règlement, le public est tenu de se conformer aux recommandations du personnel d'accueil et de surveillance.

### **CHAPITRE III : Conditions et horaires d'ouverture et de fermeture**

**Article 4** : Le parc est ouvert et fermé aux horaires suivants :

**Du 1er JANVIER au 31 DECEMBRE de 8 H 00 à 23 H 45**

En dehors des heures d'ouverture, tout accès est strictement interdit sous peine de poursuites. En cas de grosses intempéries ou par nécessité de service, ces horaires pourront être modifiés. Pour

ces mêmes raisons, le parc pourra être temporairement fermé au public, en totalité ou en partie. Le parking mentionné à l'article 5 ci-dessous est exclu des horaires d'ouvertures et de fermetures du présent article.

#### **CHAPITRE IV : Conditions de circulation et de stationnement**

**Article 5 :** La circulation et le stationnement de tout véhicule (même tenu en main pour les cyclomoteurs et motocyclettes) est interdite dans l'enceinte du parc, excepté les cycles utilisés par des enfants de 8 ans au plus et à condition qu'ils soient placés sous surveillance d'un adulte. Le stationnement des véhicules automobiles est limité au parking attenant au parc, et prévu à cet effet, soumis à la zone bleue par l'arrêté ARR/12/1310 du 19 octobre 2012. Six places de stationnement, matérialisées, seront réservées aux véhicules pour les usagers à mobilité réduite (GIC-GIG).

Le présent article ne concerne pas les véhicules de secours, de service, ni les véhicules des entreprises chargées d'exécuter des travaux pour le compte de la Ville de La Seyne-sur-Mer et qui font l'objet de consignes spéciales.

#### **CHAPITRE V : Accès des animaux**

**Article 6 :** Les animaux domestiques tels que les chiens, chats et autres petits animaux familiers sont interdits, même en laisse.

**Article 7 :** Les chiens et chats errants seront conduits en fourrière dans les conditions réglementaires.

**Article 8 :** Il est interdit de jeter des graines ou de déposer une nourriture quelconque telle que viande ou pâtée afin de nourrir les animaux errants sauvages ou redevenus tels, notamment les chats et les pigeons.

#### **CHAPITRE VI : Tenue et comportement du public**

**Article 9 :** Le public doit conserver une tenue décente et un comportement conforme aux bonnes mœurs et à l'ordre public.

**Article 10 :** L'accès est interdit à toute personne en état d'ivresse, sous l'emprise de stupéfiants ou dont la tenue ou le comportement est susceptible d'être une source directe ou indirecte de gêne aux autres usagers.

**Article 11 :** L'introduction et la consommation de boissons alcoolisées sont interdites. Ces interdictions ne concernent pas les boissons servies aux kiosques tels qu'autorisées par l'autorisation délivrée à l'exploitant et qui doivent être consommées sur place.

**Article 12 :** Sont interdits les bruits gênants par leur intensité, leur durée, leur forte charge informative ou leur caractère agressif tels que ceux produits par :

- Les cris et l'emploi d'appareils et de dispositifs de diffusion sonore, les sifflets, sirènes ou appareils analogues ;
- L'usage de postes récepteurs de radiodiffusion ou de télévision, de magnétophones, d'électrophones ou de tous appareils à diffusion sonore analogues, à moins que ces appareils ne soient utilisés exclusivement avec des écouteurs ;
- Les tirs de pétards, artifices, armes à feu, objets et dispositifs bruyants similaires.

Des dérogations pourront néanmoins être accordées afin de faciliter le déroulement de manifestations autorisées dans les conditions prévues par l'article 21.

#### **CHAPITRE VII : protection de l'environnement et des équipements**

**Article 13 :** Le public est tenu de respecter la propreté des espaces verts et de leurs équipements. Les débris doivent être déposés dans les corbeilles disposées à cet effet.

**Article 14 :** Afin d'assurer la protection de la flore et de la faune, il est défendu dans tous les lieux visés à l'article du présent arrêté :

- de grimper aux arbres ;
- de casser ou de scier des branches d'arbres ou d'arbustes ;
- d'arracher des arbustes ou des fleurs ;
- de graver des inscriptions sur les troncs, murs, équipements et mobiliers urbains ;
- de peindre des inscriptions, de coller, agraffer ou clouer des affiches sur les troncs, murs,

équipements et mobiliers urbains ;

- de procéder à des recherches ou fouilles en s'aidant de détecteurs de métaux, pelles, pioches, râteaux ou outils divers ;
- de procéder, en règle générale à toute opération ayant pour effet d'apporter une dégradation ou une pollution même momentanée de l'air, de l'eau ou des sols ;
- de faire usage de chaussures à pointes ou à crampons.

**Article 15** : Les équipements existants dans le parc doivent être utilisés conformément à leur destination et il doit être veillé à ce qu'ils ne soient pas détériorés. Il est notamment interdit d'escalader les clôtures, de monter sur les bancs, sur les margelles de bassins, de se baigner dans les bassins, fils d'eau, et fontaines. Il est également interdit de les salir ou de les utiliser comme support publicitaire ou de graffitis.

**Article 16** : La libre utilisation par les enfants des agrès et jeux, est placée sous la surveillance et la responsabilité de leurs parents ou des personnes qui en ont la garde.

**Article 17** : Les jeux de boules sont interdits.

**Article 18** : La peinture, la photographie et la cinématographie d'amateurs sont autorisées sous réserve de ne pas gêner les promeneurs et de se conformer s'il y a lieu aux invitations faites par le personnel de surveillance.

**Article 19** : Il est interdit d'allumer du feu dans l'enceinte du parc.

### **CHAPITRE VIII : Usages spéciaux du parc**

**Article 20** : Sont interdits aux entrées et à l'intérieur du parc, sauf autorisations accordées par le Maire sous certaines conditions nécessitées par le maintien de l'ordre public et de l'intégralité du domaine de la Ville de La Seyne-sur-Mer :

- L'organisation de manifestations sportives, culturelles ou autres, gratuites ou payantes ;
- L'exercice d'un commerce quelconque, y compris les prises de vues photographiques et cinématographiques à caractère professionnel ;
- Les quêtes, sauf celles qui font l'objet d'autorisations administratives ;
- La distribution de prospectus, réclames, imprimés ou tracts.

**Article 21** : L'installation de tout dispositif publicitaire est subordonnée au respect de la Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et pré enseignes et de la réglementation éditée pour son application.

### **CHAPITRE IX : Exécution du présent règlement**

**Article 22** : Les infractions au présent règlement ainsi que les infractions de droit commun seront constatées par procès-verbaux qui seront adressés aux tribunaux compétents. Elles seront poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 23** : Le présent règlement sera publié au « recueil des actes administratifs » et affiché dans le parc.

**Article 24** : Le présent arrêté annule et remplace tous ceux portant sur ce parc.

**Article 25** : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur de la Police Municipale et Monsieur le Commissaire Principal de la Police Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Seyne-sur-Mer, le 07/12/2015

Arrêté transmis en Préfecture du Var le :

Affiché, publié le : 28/12/2015

Notifié le : 26/12/2015

Rendu exécutoire le : 28/12/2015

**Marc VUILLEMOT**  
Maire de La Seyne-sur-Mer,  
Vice-Président de l'Union Provence  
Méditerranée  
Conseiller Régional

## PROVENANCE DES PRODUITS:

Toutes nos recettes sont préparées avec des ingrédients d'origine italienne et locale.

Principaux Fournisseurs: Producteurs locaux de la Seyne Sur Mer, achats au marché local et chez les commerçants de proximité boulangeries, boucheries, The Italian Flavors, Cash Ital, Retif.

## EMBALLAGES UTILISES

Toutes nos spécialités seront conditionnées et servies dans des emballages recyclables ou lavables, le tout dans le respect de la nature. Fournisseur identifié : RETIF.



## Jours et heures de présence souhaités

*(Heure d'Hiver, de Novembre à Mars)*

Lundi à Vendredi	-	Mercredi	-	Samedi et Dimanche
7h30 à 15h30		7H30 à 18H30		10H00 à 18h00

*(Heure d'été, de Mai à Octobre)*

De Lundi à Dimanche 10H00 à 19h00

*(Mois d'Avril fermeture pour congé, sous réserve des événements organisés)*

Les horaires peuvent varier en fonction des événements organisés.





# LA CARTE DE "LA SICILIANA"



## ❖ Formule Petit - Dejeuner

O'Siciliano.....2,50€

Pain Chocolat + Café\*

O'Paisano.....6,50€

Croissant + Cappuccino\* + Jus d'orange

O'Compare.....3,90€

Crepes + café\*

\* café Noisette ou Bacio ou Venezia.

## ❖ Formule du Midi "9,90€

Operaio: Panino Catania + Boisson +  
Café ou dessert

Ufficio: Salades Panarea + Boisson +  
Café ou dessert

Veloco: Hot Dog + Frites + Boisson

## ❖ "Sur le pouce" Panini farcis à la Sicilienne" 6.90€

**Siracusa:** pain nature, porchetta, salade, tranche de tomates, double tranche de provola

**Catania:** pain nature, thon, salade, tranche de tomate, olives vert, sauce cocktail

**Trapani:** pain nature, jambon cru de parma mozzarella, salade.

**Enna:** pain nature, mortadella à la pistache, provola, crème de pistache

**Hot Dog :** pain nature, saucisse de strasbourg, sauces à choisir

## ❖ Apéritifs à Partager "Sur le pouce"

**Planche Italienne:** Charcuterie mixte italienne.....16,90€

**Planche Fromage:** Charcuterie mixte de fromages italiens.....17,90€

**Tapas mixte a la sicilienne.....17,90€**

**Sauté de Moule** au vin blanc.....11,90€

**Salade de Pulpe.....10,90€**

**Frites moyennes.....2,50€**

## ❖ Formule Goûter

**Crepes + Jus de fruit.....3,90€**

**Crepes + Cappuccino.....4,90€**

**Gâteau au Citron + Thé.....5,90€**

Uniquement le Mercredi.

Week-end et vacances scolaires

## ❖ "Sur le pouce" Les Salades 10,90€

**Panarea:** salade, tomates, bouchées de mozzarella, olives noires, oignons rouges, vinaigre balsamique de Crémone.

**Taormina:** Roquette, tomates, bouchées de mozzarella de bufala, jambon cru, vinaigre balsamique de crémone, gressins

**Palermo:** Pommes de terre bouillies, origan, oeufs durs, mais, thon à l'huile, oignons rouges, olives noires, câpres.

**Volcano:** salade, roquette, bresaola, flocons de parmesan, mozzarella burrata, vinaigre balsamique de crémone, bâtonnets de pain.

❖ Les Plats du Jour + Boisson + café  
"Spécialités siciliennes" 13.90€

Mille foglie à la Messinese

Pâtes au Four della Nonna

Espadon à la Sicilienne

Escalope à la Messinese

❖ "Sur le pouce" Burgers "8.90€

**Burger Sicilia** : Pain américain, salade, tomate, steak, oignons, cornichons, fromage double provola, bacon, ketchup, mayonnaise

**Burger Messina** : Pain américain, salade, filet de poulet grillé, provola

❖ Boissons Chaudes

Cafè espresso.....	1,60€
Cafè allongee.....	1,80€
Cafè Noisette.....	1,70€
Cafè Venezia.....	2,20€
Cafè al Bacio.....	2,40€
Cappuccino.....	2,50€
Latte Macchiato.....	2,50€
Chocolato.....	3,50€
Thè.....	3,00€



❖ La spécialité "Coup de Cœur" 12.90€

Ragoût de veau aux pommes de terre à la sicilienne

Tous les Mardis et Vendredis de la semaine  
uniquement à midi

❖ Le Dessert

**Tirami-sù** maison.....4,50€  
(Cafè, citron, chocolat)

**Pannacotta**.....4,50€

**Crepes** Nutella/sucre.....3,00€

**Viennese**.....2,50€

**Macedonia**.....2,50€  
(cubes de fruits de saison)

**Glaces**.....  
(en fonction de la saison)

❖ Boissons Froides

Eau 50 cl.....	1,50€
Coca Cola 33 cl.....	3,00€
Fanta 33 cl.....	2,50€
Lipton 33 cl.....	2,50€
Schwepes 33 cl.....	2,50€
Oasis 33 cl.....	2,00€
Sprite 33 cl.....	2,00€
Bièrè Italienne 33 cl*.....	3,50€
Verre de vin 25 cl*.....	3,50€
(Rosé - Blanc - Rouge)	

Buon Appetito! 🍴🍷